

03.06.2026 - 10:19 Uhr

## Le secteur automobile appelle à une réorientation politique

Berne (ots) -

À l'occasion de leur assemblée générale qui s'est tenue hier à Safenwil, les membres d'auto-suisse ont réélu à l'unanimité Peter Grünenfelder pour un nouveau mandat de trois ans comme président. Face à la pression continue qui pèse sur l'économie automobile suisse, l'association exige un changement de cap politique: adoption des assouplissements européens des prescriptions CO2, réduction de la surréglementation, et allègement des impôts et des taxes pour les entreprises et les automobilistes.

La 68ème assemblée générale d'auto-suisse a été placée sous le signe des défis majeurs auxquels est confrontée l'économie automobile face à [un marché en stagnation](#). Les membres présents ont approuvé à l'unanimité toutes les questions statutaires et ont donné décharge au comité directeur. Le président Peter Grünenfelder a été confirmé dans ses fonctions pour un nouveau mandat de trois ans. Claudia Meyer (Renault Group) a également été réélue, et le comité directeur a été complété par Dirk Adelman, CEO Suisse de Mercedes-Benz Suisse SA. En outre, l'association se renforce encore avec l'adhésion de deux nouvelles marques, ce qui témoigne de l'unité et de la cohésion du secteur. Avec 63 marques membres, l'association compte plus de marques que jamais, qui couvrent plus de 90 % du volume des mises en circulation de véhicules neufs. Peter Grünenfelder a remercié les membres pour leur confiance: "Cette réélection à l'unanimité nous conforte dans notre mission pour continuer à défendre avec vigueur les intérêts de la branche automobile suisse en matière de politique des transports et du climat à Berne."

### Pas de voie solitaire suisse pour les prescriptions CO2

Dans son discours, Peter Grünenfelder a évoqué la situation difficile dans laquelle se trouve le secteur automobile suisse. Alors que de nombreux marchés automobiles européens se redressent et que l'Union européenne adapte sa réglementation aux réalités du marché, les importateurs automobiles en Suisse restent confrontés à un marché en recul, à une réglementation rigide et à des sanctions se chiffrant en millions. Pour auto-suisse, l'adoption rapide des mesures européennes d'assouplissement des prescriptions relatives aux émissions de CO2 des flottes constitue donc une priorité absolue. La Suisse doit arrêter de pénaliser son secteur automobile par des contraintes supplémentaires par rapport à ses voisins européens. Thomas Rücker, directeur d'auto-suisse ajoute: "La Suisse ne peut pas se permettre de faire cavalier seul sur le plan réglementaire. Il faut une plus grande ouverture technologique, un plus grand pragmatisme et une politique qui s'appuie sur les réalités du marché plutôt que sur des vœux pieux idéologiques. La réglementation actuelle engendre de nouvelles contraintes pour les entreprises et les consommateurs, tout en creusant la divergence entre les ambitions politiques et la réalité du marché."

### Déréglementation et allègement plutôt que de nouvelles contraintes

Outre une adaptation du régime CO2, auto-suisse exige de débroussailler résolument le maquis réglementaire qui pèse de plus en plus sur la branche. L'économie automobile suisse a besoin de sécurité de planification et d'investissement. Plutôt que de nouvelles prescriptions, il faut un cadre orienté vers l'économie qui encourage l'innovation et les investissements. L'association prône de ce fait une déréglementation globale, qui va de l'examen des obligations de déclaration inutiles à la suppression des prescriptions qui faussent le marché. Parallèlement, auto-suisse réclame un allègement des impôts et des redevances. Les automobilistes et l'économie automobile payent déjà près de 13 milliards de francs par an sous forme d'impôts et de taxes. Dans ce contexte, auto-suisse rejette fermement toute charge supplémentaire et se prononce, entre autres, pour l'abolition de l'impôt sur les véhicules automobiles.

### Appel à une politique de mobilité équilibrée

auto-suisse juge d'un oeil critique le déséquilibre croissant dans les investissements d'infrastructure de la Confédération. Bien que près des deux tiers de l'ensemble des transports de personnes et de marchandises s'effectuent par la route, une grande partie des investissements supplémentaires prévus dans le cadre du projet "Transports '45" doit être affectée au trafic ferroviaire. Dans le même temps, les embouteillages et les goulets d'étranglement sur le réseau routier atteignent des niveaux records. Il faut une politique des transports équilibrée, qui tienne compte des besoins de mobilité réels de la population et de l'économie. Dans ce contexte, des routes

performantes restent une condition essentielle de la prospérité, de la sécurité d'approvisionnement et de la compétitivité de la place économique suisse. "Nous continuerons à nous engager avec fermeté pour une économie automobile compétitive, une mobilité abordable et des conditions cadres axées sur l'économie de marché. La Suisse a besoin de plus de mouvement et de moins de bureaucratie", a conclu Peter Grünenfelder.

Contact:

Frank Keidel  
porte-parole  
T 076 399 69 06  
frank.keidel@auto.swiss

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003597/100940460> abgerufen werden.